

L'agence d'intelligence économique verse des dommages et intérêts substantiels sur une plainte pour espionnage

<https://www.leighday.co.uk/News/News-2018/November-2018/Corporate-intelligence-agency-pays-substantial-dam>

K2 Intelligence Limited a accepté de payer des dommages substantiels à cinq éminents militants anti-amiante

7 novembre 2018

K2 Intelligence Limited a accepté de payer des dommages considérables à cinq éminents militants de la lutte contre l'amiante; Laurie Kazan-Allen; Rory O'Neill; Krishnendu Mukherjee; Sugio Furuya et Harminder Bains dans une affaire contre K2, basé à Mayfair, son directeur général exécutif, Matteo Bigazzi, et Robert Moore.

Moore a été engagé et payé par K2 pour travailler sur «Project Spring» et pour infiltrer et espionner le réseau anti-amiante des militants au profit du client de K2. Le réseau comprend d'éminents militants anti-amiante dont les activités, au niveau international, sont axées sur la prévention des maladies liées à l'amiante. Dans un document intitulé «Phase One Report» (Rapport de phase 1), Moore a exposé les objectifs initiaux du projet et les grandes lignes de l'obtention d'informations. Il a déclaré: «Je souhaiterais collaborer avec IBAS [International Ban Asbestos Secretariat / Secrétariat international pour l'interdiction de l'amiante] et LKA [Laurie Kazan-Allen]. de la manière la plus sincère et la plus sincère possible afin que je puisse établir un lien intellectuel et émotionnel avec LKA ».

Moore a prétendu être un réalisateur de documentaires qui voulait faire un film exposant les dangers de l'amiante et créer une organisation caritative, "Stop Asbestos". Sous cette couverture, Moore s'est inscrit au cœur du réseau et a accédé de 2012 à 2016 à des informations hautement confidentielles, d'une grande valeur pour les clients de K2. Parmi ses activités, il a notamment enregistré des discussions secrètes avec des militants de l'interdiction de l'amiante, y compris des requérants, ainsi que des exposés lors de réunions privées. Les factures produites par Moore montrent que K2 lui a versé un total de 336 000 £ en honoraires et 130 400 £ en dépenses.

Une procédure judiciaire a été ouverte en octobre 2016 pour abus de confiance, utilisation abusive d'informations confidentielles et violation de la loi sur la protection des données. En octobre et novembre, la Haute

Cour a prononcé des injonctions à l'encontre de Moore et de K2. Moore a remis plus de 35 000 documents, dont 650 auraient été transmis à K2.

En mars 2017, malgré une vive résistance, l'identité des clients de K2 s'est révélée être : Wetherby Select Ltd, une société de portefeuille située dans les Îles Vierges britanniques; Nurlan Omarov, lobbyiste kazakh de l'industrie de l'amiante; et Daniel Kunin, ressortissant américain politiquement bien connecté, qui participe également directement à l'industrie de l'amiante au Kazakhstan. Il était allégué que le but de Project Spring était d'obtenir des informations sur la campagne anti-amiante, son financement et ses stratégies, notamment en ce qui concerne l'interdiction de l'importation et de l'utilisation du chrysotile (amiante blanc) en Thaïlande et au Vietnam. Au cours du projet, le client de K2 aurait fait plusieurs demandes d'informations via Matteo Bigazzi. Ces demandes comprenaient des demandes de mises à jour pays par pays des conférences régionales sur l'interdiction de l'amiante et des demandes d'informations sur les attentes des militants quant au moment où des interdictions de l'amiante seraient appliquées.

Richard Meeran, associé du cabinet d'avocats Leigh Day, avocat des demandeurs, a déclaré: «L'ampleur de l'intrusion dans la vie privée de ces militants éclaire de manière inquiétante les activités opaques du secteur en plein essor de l'intelligence économique.»

Laurie Kazan-Allen, fondatrice et éditrice du British Asbestos Newsletter (BAN) et fondatrice et coordinatrice du Secrétariat international pour l'interdiction de l'amiante, a déclaré: «La campagne mondiale pour l'interdiction de l'amiante est un mouvement populaire légitime soutenu par un nombre incalculable de victimes de l'amiante, syndicalistes, ONG, experts juridiques, médicaux et techniques. Cette affaire a été initiée pour exposer des actions secrètes visant à infiltrer notre réseau et à cibler ceux d'entre nous perçus comme une menace pour l'industrie de l'amiante. Nous avons atteint notre objectif dans ce litige. L'industrie de l'amiante perdra la bataille pour préserver les marchés de l'amiante. Nous attendons un avenir sans amiante! »

Krishnendu Mukherjee, avocat et militant anti-amiante, a déclaré: «Rob Moore a espionné les activistes anti-amiante en Inde et dans d'autres pays asiatiques où l'utilisation de cet agent cancérigène augmente rapidement. Nous allons mettre cela derrière nous et poursuivre notre lutte contre l'amiante avec une vigueur renouvelée. »

Le professeur Rory O'Neill, conseiller en matière de santé et de sécurité auprès de la confédération syndicale mondiale, et rédacteur en chef de Hazards Magazine, a déclaré: «L'espionnage des entreprises n'est qu'un des outils mis à la disposition du lobby de l'amiante. Parmi les

scientifiques britanniques, il y a une cabale de scientifiques qui font partie des armes louées de prédilection de l'industrie de l'amiante et qui produisent des informations scientifiques inutiles pour la défense de leurs marchandises. Cela est trompeur, mortel et doit être arrêté. "

Sugio Furuya, coordinateur du réseau asiatique Ban Asbestos (ABAN), a déclaré: «L'espion trompait honteusement des personnes dévouées qui travaillaient pour éviter les décès inutiles dus à l'amiante en Asie, dernier recours de l'industrie internationale de l'amiante et principal objectif de l'opération d'espionnage. Cependant, je peux le confirmer, les travaux se poursuivent et l'Asie s'achemine vers une interdiction de l'amiante. "

Harminder Bains, partenaire amiante chez Leigh Day, a déclaré: «Les stratégies et tactiques utilisées par Moore ont été révélées par cette affaire judiciaire. Nous ne devons pas être intimidés, mais continuer à faire campagne et dénoncer les mensonges de l'industrie de l'amiante. "